

Université catholique de Louvain
Certificat santé mentale en contexte social : multiculturalité et précarité
2014

**JEUNESSE, PRECARITE ET EXIL : L'ACTIVATION MISE A L'EPREUVE DES VECUS
D'EXPERIENCE**

TFF présenté par Manon Lengler

Promotrice : Pascale Jamouille

Table des matières

Introduction.....	2
1. Contexte d'enquête.....	4
1.1 Etre jeune chercheur d'emploi à Bruxelles	4
1.2 Un contexte politique marqué par l'activation	5
1.3 Conseiller en insertion : un métier en mutation	6
1.4 « Mes » jeunes.....	7
2. Le marché du travail raconté : paradoxes et contradictions.....	10
2.1 « Je trouve pas de travail ! »	10
2.2 « Je veux travailler dans n'importe quoi »	13
2.3 « Baise l'Etat avant que l'Etat te baise ».....	16
3. Des jeunes mis en concurrence.....	20
3.1 Né ici ou né là-bas, conflit de perspectives.....	20
3.2 Entre proches, « c'est toi et ta corde »	24
Conclusions.....	27
Bibliographie.....	29

Introduction

Les thématiques de l'emploi, du chômage, de l'activation mises en lien avec les jeunes sont loin d'être nouvellement abordées dans la littérature et les médias. Cependant, les reportages télévisés, les articles scientifiques et non scientifiques, et les conversations de la vie quotidienne donnent à penser que la thématique des jeunes et de l'emploi est toujours d'une actualité déconcertante.

Chargée de projet jeunes et conseillère en insertion pour les jeunes à la Mission locale de Schaerbeek depuis un plus d'un an, j'ai très vite eu la sensation que nous étions en train de vivre un tournant inédit que je n'arrivais pas tout à fait à saisir. Le certificat « santé mentale en contexte social : multiculturalité et précarité » m'a semblé être un bon terreau sur lequel construire une réflexion. Plusieurs questions traverseront mon analyse :

- Qu'est-ce qu'être jeune inscrit dans des problématiques d'exil et de précarité sur le marché de l'emploi bruxellois ?
- Comment ces jeunes se représentent-ils le marché du travail ?
- Quelles sont les difficultés qu'ils rencontrent ?
- Qu'est-ce que la confrontation de l'activation et du vécu des jeunes nous apprend sur notre société ?

Ces questions de départ prennent corps dans la problématique suivante : **En contexte d'activation, quel est le rapport à l'emploi des jeunes touchés par l'exil et la précarité ?** J'ai choisi de m'intéresser plus précisément à une population mise « au ban du social, marquée(s) par un entrelacs de rélégations et de stigmates » (Jamouille, 2014), car il s'agit d'une grande partie des jeunes avec qui je travaille. Je tenterai d'aborder ma problématique au plus près des parcours de vie, qui seront mis en miroir avec le contexte politique actuel. Bien entendu, les hypothèses que je proposerai n'engagent que mon terrain et ne peuvent être étendues à tous les quartiers et tous les jeunes de Bruxelles. En revanche, mon enquête exploratoire s'inscrit dans l'anthropologie prospective dans la mesure où elle tente, de manière engagée, de saisir les changements qui caractérisent nos sociétés en plaçant la focale au niveau de l'individu.

Pour aborder la problématique qui nous occupe, je me baserai sur des récits de vie, des notes de terrain et un entretien collectif. J'ai choisi de travailler avec des jeunes que j'accompagne ou que

j'ai accompagnés car j'entretiens avec eux un rapport de confiance. Dans un souci d'anonymat, j'utiliserai pour chacun d'entre eux des pseudonymes.

L'exploration de ma problématique sera articulée autour de trois parties. Dans la première partie, il s'agira de dessiner le décor dans lequel s'inscrit mon enquête. Dans une perspective macrosociologique, je situerai les enjeux théoriques qui touchent les jeunes et les conseillers en insertion en contexte d'activation. Je vous présenterai également « mes » jeunes. Ensuite, je m'intéresserai au marché du travail tel qu'il est vécu et raconté par les jeunes interrogés. Les problématiques qu'ils rencontrent seront mises en lumière en se basant sur les mots du terrain. Dans la dernière partie, nous verrons comment le contexte dans lequel les jeunes évoluent génère de la concurrence et un climat de compétition.

1. Contexte d'enquête

Avant de nous pencher sur les éléments qui viennent éclairer la problématique qui nous occupe, je vais tenter de planter le décor dans lequel s'inscrit mon enquête.

1.1 Etre jeune chercheur d'emploi à Bruxelles

Cécile Van De Velde (2012) parle de la jeunesse comme d'une « génération dans tous ses états » :

« Avoir 20 ans aujourd'hui, c'est être jeune dans des sociétés qui vieillissent. Et depuis 3 ans, c'est faire face à une crise qui, dans toutes les sociétés européennes, affecte prioritairement les nouveaux venus sur le marché du travail » (Van de Velde, 2012 : 19)

A Bruxelles, le taux de chômage s'élève à 18,6% pour l'entièreté de la population et à 38,3% chez les jeunes de moins de 25 ans (Benckroun, Carlier et Franssen, 2014). Dans certaines communes on atteint même les 60 % ! Il est intéressant de mettre en regard ce taux de chômage avec les données chiffrées suivantes :

- Fin octobre 2013, 111.519 demandeurs d'emploi inoccupés chez Actiris dont 15.149 jeunes âgés de moins de 25 ans (Benckroun, Carlier et Franssen, 2014)
- 53% des emplois à Bruxelles sont occupés par des personnes détenant un diplôme d'études supérieures ou universitaires (Benckroun, Carlier et Franssen, 2014)
- Un chercheur d'emploi sur deux sans CESS¹ (Liénard, 2012)
- « 112 chercheurs d'emploi pour chaque poste à qualification réduite vacant » (Lefebvre, 2012 in Liénard, 2012 : 63)

A ce tableau s'ajoute le développement de formes d'emploi précaires, temporaires, intérimaires et à temps partiel, qui sont globalement en augmentation mais concernent en particulier les jeunes peu qualifiés (Benckroun, Carlier et Franssen, 2014). Avoir un travail n'est plus, depuis quelques années maintenant, un rempart contre la précarité². Concernant cette question, «force est de constater qu'une partie importante des jeunes adultes bruxellois de 18 à 25 ans cumulent plusieurs facteurs de précarité et sont confrontés à un risque de pauvreté accru » (rapport sur l'Etat de la pauvreté, 2012). Absence de diplôme, origine étrangère, résidence dans des quartiers précarisés,... Ce cumul de

¹ Certificat d'enseignement secondaire supérieur.

² Introduction du dossier Alter Echos – travail et précarité. Le temps des cerfs – Juillet 2012.

désavantages pousse Benckekroun, Carlier et Franssen (2014 : 3) à parler de « catégorie des laissés pour compte ».

1.2 Un contexte politique marqué par l'activation

Aujourd'hui, le mode de gestion des problématiques du chômage et plus généralement du non emploi (les deux étant de moins en moins liés), se fait de plus en plus sur le mode du contrôle et de l'activation. Cette réponse politique est loin d'être neuve. En effet, elle trouve ses origines dans l'ancien et pourtant déterminant passage de l'Etat-Providence à l'Etat social actif. Dans les faits, on est passé d'une prise en charge collective du risque individuel à la responsabilisation de l'individu sur le risque collectif. En d'autres termes, le droit à obtenir du collectif une sécurité de vie minimale est désormais fonction du comportement actif de l'individu dans la société (Van Asbrouck, 2012). Dès les années 90, on constate déjà un durcissement du contrôle des chômeurs avec une intensification des dispositifs de surveillance et de sanction (Dubois, 2007). La crise économique qui touche nos sociétés européennes et la persistance d'un chômage massif ne stoppe par l'évolution dans ce sens.

En Belgique, Les stratégies actuelles d'activation, mises en lien avec le système de protection sociale, prennent deux formes : le contrôle et l'accompagnement. Les acteurs concernés sont : l'ONEM, Actiris et indirectement tous les partenaires d'Actiris : Missions locales, Organismes d'Insertion Socioprofessionnelles (OISP) et les services d'accompagnement pour personnes avec un handicap (Benckekroun, Carlier et Franssen, 2014). Les politiques d'activation se concrétisent au travers de dispositifs tels que :

- « Le plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs (ONEM + SPE régionaux)
- Le CPP (construction du projet professionnel) qui est l'accompagnement obligatoire et intensif pour les chercheurs d'emploi
- Le contrat d'intégration (CPAS)
- L'accompagnement, l'information et l'orientation, l'aide à la recherche d'emploi assurés par les différents opérateurs »

(Benckekroun, Carlier et Franssen : 5).

Depuis janvier 2015³, nous avons franchi une étape de plus avec la mise en application de l'accord du gouvernement du 9 octobre 2014 concernant la réglementation du chômage. Désormais, un jeune entre 21 et 25 ans a droit à des allocations d'insertion après un stage d'insertion d'un an s'il n'a pas trouvé un emploi malgré une recherche active dont il détient des preuves, et ce, pendant une durée maximale de trois ans. Pour les jeunes de moins de 21 ans, le droit à ces allocations d'insertion

³ Informations recueillies sur le site de l'ONEM.

est soumis à une condition supplémentaire : l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou la réussite d'une formation en alternance. Tous âges confondus, n'ouvre ses droits au chômage que celui ou celle qui a travaillé un an à temps plein. Le cas échéant, toute personne doit se maintenir dans un état de « disponibilité active » et se trouve dans l'obligation d'accepter tout emploi convenable. Concrètement, des milliers de personnes se sont retrouvés sans revenu du jour au lendemain, dans un contexte où ironiquement, les opportunités d'emplois « convenables », ne font que diminuer. Cherchez l'erreur.

1.3 Conseiller en insertion : un métier en mutation

Depuis le premier janvier 2015, il y a également du changement pour les Missions locales.

« Suite à plusieurs années de négociations autour d'une Ordonnance régionale ainsi que d'arrêtés d'exécution la mettant en œuvre, les Missions locales ont connu une refonte de leurs objectifs de travail agrémentée d'une pression accrue sur la "productivité" de leur accompagnement dit généraliste, c'est-à-dire le travail de fond d'aide à la recherche d'emploi assuré en dehors de toute la polyvalence des projets produits par les Missions locales. Désormais, un équivalent temps plein devra, dans le cadre de cet accompagnement généraliste, prendre en charge le suivi annuel de 150 personnes tout en assurant une durée moyenne de suivi de minimum 8 heures. Et alors qu'à l'heure actuelle cet objectif semble très compliqué à atteindre, étant donné la variété de missions et d'actions complémentaires à assurer par tout équivalent temps plein travaillant en Mission locale, sont venus s'ajouter des objectifs en termes de résultats... Autrefois tenues principalement à des obligations de moyens (mise en œuvre d'actions et de stratégies pour mettre en projet et outiller le chercheur emploi), les Missions locales vont dorénavant voir leurs subsides de plus en plus conditionnés par des obligations de résultats annuels. En d'autres termes, nous devons avoir atteint 55% de "sorties positives" (jargon ISP ciblant principalement: la mise à l'emploi, la reprise de formation ou la mise en œuvre d'un projet indépendant). (...) Sur le terrain, le travailleur social voit s'accroître la pression en termes quantitatifs et de résultats, la crainte du plus grand nombre étant de finir par perdre la qualité de la relation d'aide ». (Nicolas, coordinateur à la Mission locale de Schaerbeek)

On le voit, les questions de contrainte et d'activation ne touchent pas seulement les chercheurs d'emploi. Les organismes d'insertion socioprofessionnelle se retrouvent eux-mêmes confrontés à ces questions. Or, les jeunes rencontrés en Missions locales (qui partagent pas mal de points communs avec le public accompagné en général) rassemblent pour la plupart les caractéristiques suivantes :

« Absence de diplôme, surreprésentation des jeunes issus de l'immigration, expérience nulle ou très sporadique de l'emploi, et sur le plan de leur « profil attitudinal et comportemental » (langage, apparence vestimentaire, « savoir être ») une inadéquation forte par rapport aux critères et exigences de base de l'emploi (Benckroun, Carlier et Franssen, 2014 : 7)

A leurs obstacles liés à l'emploi, s'ajoute des facteurs de précarité : difficultés sociales, de logement, administratives, familiales (Benchekroun, Carlier et Franssen, 2014).

Si on cumule les caractéristiques du public rencontré, les nouvelles réglementations régissant le chômage et les allocations d'insertion, les nouvelles règles auxquelles sont soumis les conseillers en insertion et le manque structurel d'offres d'emploi, la situation se révèle quelque peu schizophrénique. Cette dernière peut donner au conseiller en insertion un sentiment d'impuissance et/ou de frustration. En effet, il se trouve de plus en plus dans une tension intermédiaire, entre l'accompagnement et l'activation (Benchekroun, Carlier et Franssen, 2014), entre la volonté d'accompagner « tout le monde » et celle de rentrer dans les chiffres, entre la co-construction d'un projet professionnel épanouissant et un autre qui ne l'est pas mais qui est réalisable. A cela s'ajoute un récent changement au niveau du public : l'apparition d'un public contraint. Or, à l'origine, les personnes se rendaient dans une Mission locale sur base volontaire.

« les reconfigurations des politiques sociales et éducatives, exprimées depuis quelques années dans l'idéologie de l'Etat social actif, mais qui traduisent des évolutions souvent plus anciennes, ont pour effet de transformer, structurellement et culturellement, le cadre et les modalités de l'intervention des travailleurs sociaux et de manière plus large des « travailleurs des métiers de l'intégration » » (Franssen, 2005 : 137)

1.4 « Mes » jeunes

L'idée n'est pas de considérer les jeunes comme une catégorie homogène mais de partir de leurs vécus d'expérience pour avoir une idée de la manière dont on peut se représenter les choses et les vivre. Ce travail ne veut en aucun cas nier la diversité des situations des jeunes. Je souhaite au contraire la souligner. Pour construire cet article, j'ai travaillé avec Salim, Issmaël, Oscar, Samia, Amadou, Mickaël et Livia. Il s'agit de « mes » jeunes, terme utilisé au quotidien pour désigner le public avec lequel je travaille.

- Salim

Salim est un jeune schaarbeekois de 24 ans. Ses parents sont d'origine marocaine. Issu de la deuxième génération, il est donc né et a été socialisé en Belgique, à Bruxelles, à Schaerbeek. Il est suivi à la Mission locale depuis deux ans dans le cadre de sa recherche d'emplois ou de formations. Personnellement, je l'accompagne en individuel depuis environ un an. C'est un de mes premiers et il connaît la maison. Au moment où je lui propose de travailler avec moi dans le cadre d'une recherche

qui s'intéresse aux jeunes et à l'emploi, il est en formation⁴ pour devenir paveur. Tout de suite, il se montre intéressé à l'idée de travailler avec moi sur ces questions. A cette étape, je ne suis pas certaine qu'il comprenne exactement ce que je lui propose mais son enthousiasme me rassure et m'interpelle même un peu. Nous convenons d'un rendez-vous au téléphone et dès le lendemain, il se présente à l'accueil et explique qu'il a rendez-vous avec moi pour une recherche. Ce jour-là, je ne suis pas là. Il s'est trompé de jour. Habituellement, ce n'est pas dans ce sens là qu'il se trompe...

- Issmaël

Issmaël est un jeune guinéen de 26 ans. Son père est décédé quand il était petit. Sa mère est très vite partie vivre au Sénégal, avec un cousin de son père. C'est chez son oncle qu'il a grandi. Il est arrivé en Belgique il y a 4 ans. Pour des raisons politiques, il a du fuir son pays et pour les mêmes raisons, il ne peut pas y retourner, du moins pour le moment. Il y a laissé sa femme et sa fille. A son arrivée, il ne connaissait personne.

« Quand je suis arrivé en Belgique, d'abord je ne connaissais personne, je connaissais des gens qui sont en Europe mais j'avais pas leur contact. Peut-être qu'il y en a que j'avais connu, qui ont quitté là-bas, qui sont là, mais j'avais pas leur adresse. Quand je suis arrivé, je suis descendu à l'aéroport et j'ai pris le train jusqu'à la gare du midi. Là, j'étais en train de marcher, je ne connaissais personne. Et il y a une place, là, à côté de la gare du midi, place Bara. J'ai vu des africains et j'ai demandé. Il n'y avait personne qui voulait me recevoir. C'était mardi, non, je crois un lundi. Et ce lundi-là, non c'était un dimanche, je suis descendu. Lundi, c'était un jour férié. Lundi, oui. Mardi, je pouvais pas aller demander l'asile. Et y a un gars qui m'a amené quelque part et m'a dit de passer la nuit là-bas ».

Suite à des rencontres, il a entamé des démarches qui l'ont emmené dans un centre Fedasil. Il y est resté 5 mois, jusqu'à l'obtention de papiers. Fin 2011, il est revenu à Bruxelles.

Au moment où je propose à Issmaël de réfléchir avec moi dans le cadre de ma recherche, je le connais depuis seulement quelques mois. Comme Salim, je l'ai accompagné en individuel. Il est alors en attente d'entrée en formation⁵. Directement, il est emballé par les questions que je me pose et même si, après son accord, nous fixons un prochain rendez-vous pour un entretien, il exprime déjà ce que le sujet suscite pour lui. Ce qu'il décrit est poignant, pourvu qu'on en reparle (et on en a reparlé...) ! Il émet cependant une réserve :

« Il y a des choses dont je n'ai pas envie de parler, je ne veux pas revenir sur certains éléments du passé ».

⁴ A l'heure où j'écris ces lignes, Salim a trouvé un CDI comme animateur dans une école spécialisée !

⁵ A l'heure où j'écris ces lignes, Issmaël a trouvé un contrat article 60 comme commis de cuisine !

Pour dire vrai, dans un premier temps ça m'a un peu angoissée. Je n'avais pas envie de gaffer, de mettre les pieds dans le plat, de toucher là où ça faisait mal. Et puis au final, on en a parlé. Je le sais parce qu'il me l'a dit, sur le moment, que mince, on était en train d'en parler et « *tant qu'on y est, je vais t'expliquer* »...

- Les jeunes du 10/30

A la Mission locale, j'ai deux modes. Soit le mode « individuel », soit le mode « 10/30 ». Le mode « individuel », ça veut dire que la majeure partie de mon temps est consacrée à l'accompagnement individuel de jeunes entre 18 et 25 ans. C'est facile à comprendre, sinon c'est pas facile du tout. Le mode « 10/30 », c'est un mode particulier. D'une part, parce qu'il y a peu de personnes qui « captent » vraiment ce que c'est et ce qu'on y fait et d'autre part, parce que c'est un mode qui dure 4 mois et que pendant ces 4 mois, le monde s'arrête un peu de tourner... Ou alors il tourne au rythme du 10/30...

Théoriquement, le 10/30, c'est un projet de « Mobilisation de jeunes demandeurs d'emploi à la construction et à la mise en place d'un projet professionnel au travers des arts vivants du spectacle ». On reprend notre souffle. Concrètement, c'est un projet qui s'adresse à des jeunes entre 18 et 25 ans qui sont un peu perdus au niveau de leur orientation. On leur propose un coup de boost pour les aider à y voir plus clair. L'arme secrète, c'est un recours massif au milieu artistique, qu'on triture dans tous les sens. Pour les jeunes, 10/30, c'est :

« Trouver un métier qu'on aime, mieux se connaître, des activités de groupe, des stages, apprendre en s'amusant, une réussite pour soi, se bouger ».

Bref, j'ai proposé à Oscar, Samia, Amadou et Mickaël un entretien collectif autour de la question du travail. Au début, l'idée les effrayait un peu. Pas pour le débat car ce type de conversation, on l'avait de manière presque journalière sur foule d'autres sujets. C'était l'enregistreur. Enfin pas tous, mais au début de l'entretien, il y avait tout de même des « muets ». A la fin, les langues s'étaient déliées. Dommage que les piles de mon dictaphone soient tombées en rade après 20 minutes. Et je ne peux pas compter sur ma mémoire. Foutue mémoire. Livia, qui a arrêté le projet en cours, interviendra également dans ce travail.

2. Le marché du travail raconté : paradoxes et contradictions

Le contexte d'enquête dressé, nous pouvons maintenant nous glisser au sein du terrain afin d'examiner ce qu'il nous raconte à propos des questions qui nous occupent. Qui active-t-on ? Qu'est-ce que les jeunes rencontrés nous disent à propos de leur marché du travail ?

2.1 « Je trouve pas de travail ! »

A la Mission locale, je reçois toute sorte de jeunes, dans toutes sortes de situations différentes mais un discours est d'une récurrence effarante : « *Je trouve pas de travail, je voulais savoir si vous n'auriez pas quelque chose pour moi* ». Propos qui pourrait étonner les grands défenseurs de l'adage « qui cherche trouve » ou ceux qui véhiculent l'image d'un « chômeur glandeur qui ne fout rien et qui ferait bien de se bouger le cul » (passez moi l'expression). Propos également qui enfonce bien profond le couteau dans la plaie du conseiller en insertion qui n'a « rien pour toi » mais qui te propose tout de même un « accompagnement dans ta recherche d'emploi »... Sentiment d'impuissance...

Salim est un de ces jeunes qui ne trouve pas de travail. Son récit est assez illustratif de la situation dans laquelle se trouvent beaucoup de jeunes de son quartier, situé dans « le croissant » pauvre de Bruxelles, région caractérisée par un taux de chômage défiant toute concurrence et comme son nom l'indique, rassemblant les catégories les plus précaires de la population. Effectivement, ces jeunes des « classes populaires » cumulent faibles revenus, faible niveau scolaire et sont descendants de migrants (Christiaens, Nagels et Rea, 2009).

En termes de parcours scolaire et de formation, Salim a tout fait : éducation physique, plomberie, coiffure, animation et pavage. En secondaires, il a d'abord fait deux ans d'éducation physique. Ensuite, il a voulu « *changer son profil* » et à alors décidé de faire la plomberie. Il ne parvient pas à expliquer ce qui lui a donné envie de changer :

« J'ai demandé si je pouvais changer d'option. On m'a dit oui mais pas dans cette école. Je devais changer d'école. Je voulais changer pour voir comment... En fait, je ne savais pas ce que je faisais... J'étais pas conscient, non, non, sincèrement ».

Il s'est lancé un peu à l'aventure en se disant que si ça ne lui plaisait pas, il pouvait toujours retourner en arrière mais des professionnelles, il ne pouvait plus repasser en techniques. Et c'est là que ses mains ont commencé à souffrir... Une allergie au zinc. Alors, après un stage d'observation d'un mois, il

s'est lancé dans la coiffure, pendant deux ans. La première année, il l'a faite dans une école professionnelle et puis il a changé et a été à l'infac :

« C'est moi qui ai voulu en fait parce que c'était une école bizarre à la rue Bara. C'était au fait juste une école de coiffure. Ils étaient stricts en fait. J'avais pas l'heure de midi, je devais prendre mes tartines avec moi. Je pouvais pas sortir. Voilà, je devais juste rester à l'école, quoi. Et une remarque et... ils te prenaient pour un enfant en fait. Tu faisais un petit truc, t'arrivais en retard... Enfin, c'était une école stricte ».

L'infac, il aimait bien mais il a du arrêter car il a été à nouveau allergique aux produits. A ce moment là, il s'est inscrit à un groupe d'orientation à la Mission locale auquel il a mis fin prématurément car cela ne lui plaisait pas. Avec le soutien de l'animatrice, il a enchaîné avec une formation d'animateur au CEMEA. Il a obtenu son brevet et a fait sept mois de stage dans des maisons de quartier. Animateur, ça lui plaisait bien. Une fois ses stages terminés, il a cherché de l'emploi comme animateur mais n'a jamais rien trouvé à part quelques petits contrats de quelques jours, classés sans suite. Pour Salim, ça, c'est le plus dur :

« J'ai toujours voulu avoir un contrat en fait parce qu'à chaque fois que je me mettais dans un boulot, je me disais : « C'est pas grave, y a moyen qu'ils soient entrain de me tester pour voir comment je travaille et puis c'est possible qu'ils vont me donner un contrat après ». Franchement, zero. Et je me donnais à fond, la ponctualité, tout, tout. Bien habillé, toujours bien parfumé et tout. Mais voilà, il y a rien qui marchait, quoi. Rien du tout. Je me mettais à fond, je me suis dit, lui-même, il va voir de ses yeux que voilà, que je suis quelqu'un de ponctuel, que les enfants, ils m'aiment bien et tout. Je peux, voilà, s'ils me prennent pendant une semaine, c'est qu'ils ont besoin de personnel ! Tu vois, c'est ça que je m'étais dit, dans ma tête »

Salim a le sentiment qu'il donne tout mais que rien ne fonctionne. Il exprime le manque de réciprocité entre son engagement et ce qu'il reçoit en retour. Il vit cela comme un manque de respect de la part des employeurs.

« Je me mets à fond. Y a pas de travail, je fais que postuler, je fais que des entretiens et on m'a jamais accepté. Zero Ce qui m'énerve, une fois que tu es lancé, par exemple en tant qu'animateur, c'est que tu apprends à connaître des personnes et puis du jour au lendemain, je n'ai plus de nouvelles de ces personnes. Mais tu t'attaches à ces personnes là, tu t'attaches aux enfants. Parce que je suis avec eux quoi. Je vis avec ma famille mais je vis plus avec eux. Ma famille, je les vois juste le soir, deux ou trois heures avant d'aller dormir. Et la journée, c'est avec tes collègues et tout. Voilà, ils rentrent dans mon cœur et puis tout d'un coup...Voilà, le contrat est fini, tu rentres à la maison. Et du jour au lendemain, y a plus ces personnes pour t'aider alors que moi, j'étais là pour les aider. Je les ai pas laissés dans la merde. Et plus tard, j'ai été repostuler chez eux et tu sais ce qu'elle me dit la femme ? Ta tête me dit rien du tout. »

Et puis il est en colère contre les employeurs qui « le font espérer » :

« Moi, les personnes sincères, c'est elle que j'admire le plus. Pourquoi ? Parce que s'il n'y a pas de place, qu'il n'y a pas moyen, je préfère que tu me le dises que tu me fasses espérer ! Tu vois ? Parce qu'après, quand je rentre à la maison, je suis tout content. Je me dis qu'il y a moyen qu'ils m'appellent. Comme là où ça a pris feu. Tu te souviens ? »

Il va jusqu'à se réjouir qu'un endroit où il a postulé comme chauffeur ait pris feu tellement il est « dégoûté ». Là bas, il avait vraiment envie de travailler. Il était dans toutes les conditions, il était sûr d'être pris. Alors, il voulait vraiment faire un sans faute et « bien présenter » :

« Bien habillé et tout, j'ai même été chercher une voiture, une location. Je voulais vraiment bien présenter. Je voulais vraiment qu'ils me prennent quoi, qu'ils me voient au top, pas un gamin qui vient déposer un CV et qui n'a jamais conduit de voiture »

Après l'entretien, il a attendu des nouvelles. Trois jours ont passé et toujours rien. Alors il a décidé d'aller sur place. Il s'est dit que peut-être qu'il était pris mais qu'ils n'avaient pas eu le temps de le prévenir. Et là, la dame lui a dit que l'entretien, ça n'avait pas été « top top » et qu'il n'était pas engagé pour le poste.

« Et je lui demande, c'est quoi les problèmes en fait ? Et elle me répond : on a trouvé quelqu'un de plus évolué que toi. Et le lendemain, j'ai appris que ça avait pris feu. Mais j'étais content en fait, je vais pas te mentir ! Parce que vraiment, ils ont joué avec mes sentiments »

Par quelqu'un de plus « évolué », il veut dire quelqu'un de plus expérimenté mais le lapsus est intéressant à relever car il révèle l'imaginaire qui se trouve derrière la notion d'expérience. Effectivement, il m'a expliqué par la suite que quelqu'un de plus évolué, c'est quelqu'un de plus âgé qui par conséquent a de l'expérience. Sur ce plan là, il se sent vraiment handicapé par son âge car il explique qu'il est peut être jeune mais qu'il a de l'expérience. Expérience, qu'on prête selon lui d'instinct à quelqu'un de plus âgé.

Lors de cet entretien, il m'a expliqué en quoi la dame l'avait « vraiment fait espérer » :

« Tu sais ce qui m'a fait espérer ? Parce que quand elle parlait avec moi, elle me faisait vraiment croire comme si maintenant, elle allait me donner les clés, je devais les prendre et aller travailler, en fait. « Mais tu dois faire attention aux feux rouges, tu dois faire attention quand... », « tu dois faire attention parce que les ordinateurs, tout ce que tu vas prendre chez les clients, c'est sur ta responsabilité, les amendes, c'est toi qui les paye ». Tu vois, des trucs comme ça ? Et moi, je me suis dit purée, je vais être pris et tout. »

Cette dame parlait de l'emploi à venir, qui était une éventualité, à l'indicatif présent. Ce détail langagier n'est pas anodin car il a laissé penser à Salim que l'engagement était acquis. Ce type

d'expériences affaiblit la confiance que Salim a en les employeurs et en les possibilités d'embauche en général. Il nourrit également son sentiment de colère, voire de trahison, et d'incompréhension :

« Y a pas de travail, y a rien Manon ! Jsuis en voiture, je sais pas, j'ai mon permis de conduire, j'ai quoi encore ? Conditions de A à Z, je suis dans les conditions ACS, j'ai la carte Activa, j'ai tout ce qu'il faut quoi ! Je te jure, j'ai tout ce qu'il faut. S'il y avait un truc que j'avais pas, ça va, je peux comprendre. Mais j'ai tout ! Jsuis deux ans au chômage, j'ai les conditions ACS comme je dis, j'ai ma carte Activa start, mon brevet d'animateur, j'ai tout, quoi. Je sais pas ».

Cela contribue à une dégradation de sa confiance en soi et en les autres. En fin de compte, il en vient à questionner le rôle qu'il joue dans la situation :

« J'ai envoyé un petit,... Je peux te montrer la preuve dans les CVs, un petit 540 CVs, lettres de motivation que j'ai envoyés un peu partout. Il y en a que je recevais des réponses, il y en a que je recevais même rien. Franchement, je sais pas pourquoi. (...)Je me dis, c'est à moi de tenter ma chance, si la porte, elle est ouverte, c'est à moi de bien faire les choses. Voilà, les choses, je les faisais bien mais sans retour, y a rien qui changeait... Et moi, je faisais tout pour et puis dans ma tête, je me disais en vérité, il y a moyen que j'ai fait mal les choses, il y a moyen que ce soit moi, je sais pas moi».

De ses dires, ressort un sentiment de culpabilité dans son échec à décrocher un emploi. Il fait tout ce dont il est capable pour décrocher un emploi et pourtant, rien n'y fait... Le problème doit être chez lui. Quand il le raconte, il en est presque persuadé. Toute l'idéologie de l'activation est parfaitement intériorisée par ce jeune qui doit porter sur ses épaules le poids d'une responsabilité collective. Dans une société qui individualise la responsabilité collective, le chômeur est tenu responsable de son inactivité (Cherenti, 2012).

2.2 « Je veux travailler dans n'importe quoi »

L'exemple de Salim révèle les difficultés que certains jeunes issus de l'immigration peuvent rencontrer autant dans leur parcours scolaire que dans leur parcours d'insertion socioprofessionnelle. Plus largement, il nous dépeint un marché du travail, sans travail.

La deuxième phrase la plus souvent prononcée par les jeunes en demande d'accompagnement est la suivante : *« Je veux trouver un boulot, dans n'importe quoi, mais il faut que je travaille »*. Ce type de demande entre en contradiction avec l'idéologie du coaching emploi dont la pierre angulaire est la question du projet professionnel : *« qu'est-ce que tu aimes faire ? »*. Le point de vue défendu étant que *« pour garder un boulot et être épanoui dedans, il faut aimer ce que l'on fait »*. Mais pour certains jeunes, se poser la question de ce qu'on aime faire est un luxe car entre le possible et le rêvé, il n'y a bien souvent que le possible : nettoyage, magasinier, caissier, vendeur... J'entends résonner dans ma tête, comme une gratte sur un disque rayé, ces métiers, toujours les

mêmes. Ces métiers représentent l'accessible dans l'imaginaire des jeunes sans qualification. Et le possible est de plus en plus difficile à atteindre...

Pour les jeunes qui cumulent les sentiments d'impuissance et de colère dépeints par Salim et une situation d'urgence financière, la question du projet professionnel apparaît quelque peu farfelue. En effet, derrière « *Je veux travailler dans n'importe quoi* », se cache bien souvent le besoin de « *travailler pour survivre* ».

Salim : « *Il faut de l'argent pour t'en sortir dans la vie, sinon tu crèves de faim* »

Oscar : « *J'ai l'impression d'être dans une société où on doit survivre plutôt que vivre. La vie normale est dure* »

Cette situation d'urgence financière conduit à la réduction des attentes professionnelles à ses aspects financiers et « engage les travailleurs vers une nouvelle normativité : le travail précaire et hyper-flexible » (Cherenti, 2012 : 49). Ce constat est de plus en plus prégnant dans mon travail. Pour moi, il traduit le phénomène de précarisation, caractéristique des sociétés post-industrielles, qui engendre une catégorie de pauvres désignée par Wacquant par le terme « précarariat » (Kinet et Mélice, 2012-2013) :

« Les ouvriers d'usine vieillissants et les employés de bureau du bas de l'échelle « ouvriérisés » ou rendus obsolètes par l'innovation technologique et la redistribution des activités productrices ; les travailleurs précaires et intérimaires des services ; les apprentis, stagiaires et titulaires d'un contrat aidé à date fixe ; les chômeurs et les chômeuses en fin de droit et bénéficiaires des minima sociaux ; les allocataires de longue durée de l'aide sociale et les sans-abris chroniques ; les mendiants, délinquants et « magouilleurs » vivant de l'économie de fortune et de rapine de la rue ; les déchets humains des services sociaux et médicaux et les clients réguliers du système de justice pénale ; la jeunesse désenchantée des fractions déclinantes de la classe ouvrière autochtone qui fait face à la concurrence inattendue des enfants des communautés ethniquement stigmatisées et des nouveaux flux d'immigration sur les marchés des emplois et des titres scolaires » (Wacquant, 2006, in Kinet et Mélice, 2012-2013).

Le terme précarariat fait référence à un « prolétariat précarisé, dont l'horizon de vie est borné par le chômage et le travail précaire » (Kinet et Mélice, 2012-2013 : 5). Sans sécurité d'emploi et satisfaction au travail, le rapport à l'emploi prend la forme d'une « intégration disqualifiante », peu porteuse de sens (Paugam in Burnay, 2014).

Bourdieu va plus loin quand il parle des adolescents vivant dans la condition de « petite misère ». Pour lui, leur rapport au temps les empêche d'anticiper l'avenir (Kinet et Mélice, 2013-2014) :

« Sans doute, toutes les descriptions s'accordent-elles sur ce qui est au cœur de l'expérience de ces adolescents : le sentiment d'être enchaînés par le manque d'argent et de moyens de transports à un lieu dégradant (« pourri ») et voués à la dégradation (et aux dégradations) qui pèse sur eux comme une malédiction, ou, tout simplement, un *stigmat* [cicatrice, marque, éventuellement au fer rouge, de discrédit social], interdisant l'accès au travail, au loisir, aux biens de consommation, etc. ; et, plus profondément, l'expérience inexorablement répétée de l'échec, d'abord à l'école, puis sur le marché du travail, qui interdit ou décourage toute anticipation raisonnable de l'avenir » (Bourdieu, 1993 : 344-345 in Kinet et Mélice, 2013-2014 : 4).

En matière d'avenir, Salim se sent bloqué :

« Moi, je veux travailler, je veux me lever tous les matins. Comme un homme. Comme des gens normaux. Me lever le matin, aller travailler du lundi au vendredi, même du lundi au samedi, pas de problème. C'est tout ce que je veux, Manon. Je veux pas aller en vacances, je veux pas aller en Amérique, ni en Thaïlande, je veux aller nulle part. Je veux travailler, faire bien ma petite carrière, ma petite femme, mes petits enfants, acheter ma petite maison à crédit et me mettre au calme. Tu vois, c'est tout ce que je veux, Manon. Une vie normale quoi, une vie comme tout le monde. Mais voilà, tant qu'il n'y a pas un petit boulot... »

Et Salim, pour « sa vie normale », il est prêt à tout :

« Tant que l'argent rentre, même nettoyer les égouts »

Issmaël aussi, il a besoin de travailler pour subvenir à ses besoins. Dans son pays, d'origine, il n'était pas prêt à tout faire mais en Belgique, il l'est :

« Ceux qui sont nés ici, en Belgique, ils vont se dire ouais moi il y a certains travaux que je ne veux pas faire parce que tout le monde les connaît. Moi qui n'est pas né ici, moi, je sais que j'ai fui mon pays. Parce que là bas, je travaillais bien mais maintenant comme je sais pas quand est ce que je vais retourner, même si je retourne, ce que j'ai laissé, je sais que je vais pas, ça va pas être facile d'y revenir. Et puis, c'est mes pas que j'ai laissés. La, il faudra encore trébucher et tout. Maintenant ici, pour survivre, il faut travailler. Pour survivre, pour pouvoir manger, payer ton loyer, il faut travailler »

Or, quand on prend la peine de creuser la question du travail avec les jeunes, on se rend compte qu'« emploi » est loin de rimer seulement avec « argent ». D'ailleurs, la première chose que Salim m'a dite lorsque je lui ai posé la question de ce que je devais demander aux jeunes si je voulais

comprendre leur situation par rapport au travail, c'est qu'il fallait leur demander le métier qu'ils aimeraient bien faire. L'entretien avec le groupe 10/30, qui portait sur les représentations du travail, est également assez révélateur. Lorsque je leur ai demandé les mots qui leur venaient à l'esprit quand je leur disais « travail », ils ont cité : argent, expérience, CV, compétences, conditions de travail, entretien d'embauche, salaire net, salaire brut, chômage, envie, détermination, patience, collègues, utile, temps, fatigue et compétences. Une série de mot font effectivement référence à l'argent et aux aspects pratiques liés à une recherche d'emploi mais on voit déjà apparaître quelques mots qui font référence à d'autres besoins : envie, utile et collègues. La boîte de pandore s'ouvre véritablement lorsqu'on aborde la question différemment : « Qu'est-ce qui est important dans le travail ? ». En opérant un choix dans des listes préétablies, les jeunes ont mis en évidence ces éléments : liberté, possibilité de mettre en pratique ses propres idées, partager, exprimer, satisfaction, impression d'avoir accompli quelque chose, prouver une certaine condition sociale, inspirer le respect, soucis de faire un travail de qualité, image de l'entreprise, argent pour survivre, horaires permettant une vie de famille, entreprise solide, collègues, faire une variété de choses et être supervisé par quelqu'un de positif et de stimulant. On peut imaginer l'état de frustration de ces jeunes qui « veulent travailler dans n'importe quoi ». Soumis par de multiples contraintes, leurs besoins humains ne sont pas satisfaits.

Issmaël : « Travailler, c'est se rendre utile pour soi-même d'abord. Parce que rester sans travailler, même si tes parents ont les moyens, rester à la maison sans travailler, c'est une maladie. C'est une maladie qui ne demande pas de produits pharmaceutiques parce que tu deviens plus fatigué. Quand tu es à la maison, tu fais rien. Maintenant, si tu sors, si tu vas travailler, tu vas toi-même te rendre utile. Tu vas être fier de toi. Si tu fais rien à un moment donné, si tu fais pas attention, tu vas disjoncter »

2.3 « Baise l'Etat avant que l'Etat te baise »

Si l'on juxtapose les expressions « Je trouve pas de travail » et « Je veux travailler dans n'importe quoi », des paradoxes apparaissent inévitablement :

- J'ai besoin d'un travail pour survivre mais je ne trouve pas de travail
- La politique d'activation m'oblige à trouver un travail mais il n'y a pas de travail
- Il y a de moins en moins de travail et moins il y en a, plus en est obligé d'en trouver (Cherenti, 2012)

Ces paradoxes sont clairement exprimés par Mickaël :

« Y a pas de travail. Or, il y a de plus en plus de contrôle et on supprime les allocations. Y a un truc que je comprends pas. On veut pas des jeunes parce qu'ils ont soit disant moins d'expérience et c'est les jeunes à qui on coupe le chômage ! »

Tout comme il l'a été pour Bourdieu dans *la Misère du monde*, le concept de double contrainte élaboré par Gregory Bateson, révèle ici tout son pouvoir heuristique (Kinet et Mélice, 2013-2014). « Le recours à cette notion de « double contrainte » résultant d'injonctions contradictoires jette une lumière forte sur la douleur qu'engendrent les situations complexes où se trouvent jetés des personnes de statuts différents dans une société orientée vers la recherche du profit maximal » (Kinet et Mélice, 2013-2014 : 3).

Salim : *« Franchement, Manon, je me sens mal au fond de moi... Tu vois, si c'était un autre jeune à ma place ? Soit il aurait déjà été voler. Quand je te dis voler, vraiment voler. Soit, il serait déjà devenu fou dans sa tête, je crois ».*

Ces paradoxes apparaissent car « le travail salarié cesse de constituer ce facteur de stabilité, de sécurité et de solidarité qu'il était » (Kinet et Mélice, 2012-2013 : 4). En d'autres termes, les politiques d'activation sont construites sur du salariat alors qu'on est dans du précarité. Pour Wacquant, ce qui spécifie cette nouvelle forme de pauvreté :

« C'est une pauvreté qui est nourrie [...] par la montée du travail précaire, du travail à temps partiel, avec des contrats à durée déterminée, intérim, et qui de plus en plus, pour les gens qui n'ont pas de qualification, remplace le salariat stable et durable d'antan » (Wacquant, 2012 in Kinet et Mélice, 2012-2013 : 4).

Le malheur, c'est que ce salariat précaire fait l'objet d'une normalisation qui a pour conséquence la création d'une société d'insécurité sociale (Wacquant⁶).

« On est revenu à un discours productiviste, de sacralisation du travail, qui est nécessaire justement pour faire accepter le travail dégradé et dégradant. Comment voulez-vous que des jeunes qui ont des emplois placards et des stages bidon acceptent de rentrer dedans si on ne leur dit pas que le travail, c'est formidable ? » (Wacquant⁷)

Au niveau des valeurs, le travail est une priorité de notre vie en commun et le fait de ne pas en avoir est culpabilisant. Cependant, le travail, survalorisé d'un côté, est financièrement dévalorisé de l'autre vu que globalement, il est de moins en moins rémunérateur (Cherenti, 2012). Le sentiment d'incertitude et d'insécurité qui en découle fait dire à Mickaël *« baise l'Etat avant que l'Etat te baise »*. Expression polémique qui signifie simplement que l'idée même d'un emploi « convenable » -

⁶ Vidéo : « Osons imaginer l'existence sociale en dehors du travail ».

⁷ Idem.

pour reprendre le terme utilisé par nos politiques quand ils font référence à la « disponibilité active » à laquelle sont soumis les chercheurs d'emploi - est tellement irréalisable qu'apparaît un nouveau combat, celui de garder son droit aux allocations de chômage ou d'insertion. C'est le cas de Livia, une jeune belge d'origine turque de 19 ans.

Livia faisait partie du projet 10/30 mais du jour au lendemain, elle n'est plus venue car elle n'y arrivait plus. Je la suivais en individuel depuis quelques mois avant le début du projet et je lui ai proposé de continuer ainsi. Elle préférait. Depuis petite, Livia déteste l'école. Surtout depuis qu'un jour, au cours de gym, une boule au ventre est apparue d'un coup. Depuis, elle est tout le temps déprimée. Tellement qu'elle ne sait pas exactement ce qu'elle aime et ce qu'elle n'aime pas. Parfois, elle dit qu'elle n'éprouve aucun sentiment, parfois elle dit qu'elle les cache. Quand elle regarde un film d'horreur, elle préfère toujours se mettre du côté des méchants pour éviter de ressentir la peur et la peine des gentils. Quand je l'ai rencontrée, l'idée même d'être dans un groupe l'effrayait terriblement au point de faire des crises d'angoisse. Quand elle est en dehors de chez elle et entourée de personnes qu'elle ne connaît pas, elle se sent seule. Quand elle est seule, elle a une petite voix dans sa tête qui lui dit toujours qu'elle n'y arrivera pas. Elle a arrêté l'école en deuxième secondaire parce qu'elle n'arrivait plus à y aller. Elle s'ennuyait et l'école l'angoissait. Au début, elle faisait croire à sa mère qu'elle s'y rendait et elle trainait dans les rues. Comme sa mère était très occupée, elle ne l'a pas remarqué tout de suite. Quand elle s'en est aperçue, elle a emmené Livia d'un psychologue à l'autre pour essayer de résoudre ce qui n'allait pas mais rien n'y faisait. Livia ne refusait pas qu'on l'aide mais elle ne voyait pas l'intérêt de parler à quelqu'un qui ne lui disait pas ce qu'elle devait faire pour aller mieux. C'est comme ça que Livia s'est retrouvée chez elle. Elle n'est presque plus sortie, elle restait dans sa chambre à penser ou à chercher de la musique sur son ordinateur. Cette situation a duré 3 ans jusqu'à ce que Livia se présente à moi, avec une amie, parce qu'il fallait qu'elle bouge. Injonction de sa mère dans un premier temps, c'est devenu une vraie priorité pour Livia qui veut absolument travailler pour aider sa mère financièrement. Au terme de 8 mois de suivi, Livia a accompli un pas de géant : ses crises d'angoisse ont diminué, elle a gagné en confiance en elle et postule à gauche et à droite de manière autonome. Sans énergie au début, je la trouve aujourd'hui métamorphosée.

Il y a peu, j'ai accompagné Livia à son premier rendez vous à l'ONEM dont l'objectif était « d'évaluer les démarches effectuées pendant les 7 premiers mois du stage d'insertion pour s'insérer sur le marché de l'emploi » : « Avez-vous travaillé ? Dans quel secteur aimeriez-vous travailler ? A Bruxelles ? A temps plein ? Quelle est votre situation familiale ? Avec-vous votre permis de conduire ? Utilisez-vous les transports en commun ? Connaissez-vous le français ? D'autres langues ? Utilisez-vous un ordinateur pour vos recherches d'emploi ? Avez-vous une connexion à la maison ?

Une imprimante ? Avez-vous des problèmes qui vous empêchent de chercher de l'emploi ? (pas une grippe, ça tout le monde peut avoir mais quelque chose de grave, par exemple un handicap) ? Avez-vous un CV, une lettre ? Etes-vous inscrite dans une agence d'interim ? Quelle est votre méthode pour rechercher du travail ? Utilisez-vous internet ? Quel site ? Avez-vous fait une formation entre septembre et aujourd'hui ? Faites vous des candidatures spontanées ? Avez-vous des preuves de tout ça ? » Livia répondait à toutes ces questions un peu comme elle pouvait, de manière imprécise, sans conviction, comme si elle était coupable de quelque chose. Et moi, avec la plus grande prudence, je me permettais d'intervenir de temps à autre pour citer ses démarches qui, si l'on s'en tenait aux questions posées, ne trouvaient pas de place. Contre toute attente, la « sentence » a été positive. Je suis sortie en disant : « Yes ! » et elle m'a demandé deux fois si elle avait bien compris, si l'évaluation était réellement positive. Elle souriait rarement, et là, elle me regardait les yeux grands ouverts et un sourire illuminait son visage. Habituellement plutôt taiseuse, elle n'arrêtait pas de parler. Elle disait qu'elle était rassurée, qu'elle était contente, que sa maman serait contente aussi et que ça faisait des semaines qu'elle stressait à l'idée de venir à cet entretien. Elle n'en revenait pas que l'évaluation soit positive. En fait, ce qu'elle avait fait avait acquis de la valeur au travers de cette évaluation. C'était une victoire pour elle. Elle me faisait penser à un élève qui a réussi son année ou à un chercheur d'emploi qui a trouvé un travail, un CDI. Et puis elle s'est mise à parler de ce qu'elle allait faire pour « réussir » son prochain entretien : prendre des cours de néerlandais, avoir des « preuves », faire un stage de transition en entreprise,... En fait, c'est là que j'ai vraiment compris que l'obtention de ses allocations d'insertion, c'était son combat. Un combat rude pour gagner 400 euros par mois... Mais l'emploi, elle n'y croyait pas vraiment.

3. Des jeunes mis en concurrence

Aujourd'hui, le monde du travail, tel qu'il est décrit par les jeunes, n'offre pas de protection. Premièrement, il est marqué par l'incertitude et l'insécurité : quoi qu'on fasse, on n'est jamais sûr de ce que l'on va obtenir. Ensuite, il est très concurrentiel et défavorise les jeunes peu scolarisés qui sont pointés du doigt comme responsables de leur situation : manque de scolarisation et de formation, faible connaissance de la langue et manque de motivation (Christiaens, Nagels et Rea, 2009). Enfin, on est passé d'une société où les chômeurs subissaient le contexte socio-économique à une société où le chômeur est devenu suspect à priori de ne pas vouloir travailler (Cherenti, 2012). Ces éléments traduisent notre passage au sein d'une « modernité insécurisée », caractérisée par l'incertitude, l'insécurité, l'imprédictibilité, les tensions, le danger, la peur, la violence et la défiance (Laurent, 2012) :

« P.-J. Laurent met en évidence le recul de la confiance qui cède la place à la défiance comme élément caractéristique du lien social dans un contexte caractérisé par une institution étatique partielle, incapable de généraliser des principes de sécurisation à l'ensemble de la société. Ce processus débouche sur une souffrance sociale et psychique chez les individus et les groupes, propulsant les uns et les autres, dans de nouvelles logiques de jalousie, de défiance, de rivalité, de face-à-face permanent, de performance, de concurrence, de domination et de réussites personnelles aussi instables que précaires et éphémères » (Laurent, 2008 in Laurent, 2012 : 10).

Pascale Jamouille et Jacinthe Mazzocchetti (2011 : 80) font le même constat dans *Adolescences en exil* : « Quand les ressources s'amenuisent, les communautés précarisées se dressent les une contre les autres. » En d'autres termes, la précarité défait les solidarités.

3.1 Né ici ou né là-bas, conflit de perspectives

Lorsque je mets en miroir les entretiens d'Issmaël, primo arrivant, et de Salim, issu de l'immigration, la première chose qui me saute aux yeux, c'est la différence qu'il y a entre les réalités vécues. Or, ces réalités ont une véritable incidence sur leurs perspectives. Ces dernières s'opposent.

Pour comprendre ce qui se passe dans les lieux qui, comme les « cités » ou les « grands ensembles », et aussi nombre d'établissements scolaires, rapprochent des gens que tout sépare, les obligeant à cohabiter, soit dans l'ignorance, soit dans l'incompréhension mutuelle, soit dans le conflit, latent ou déclaré, avec toutes les souffrances qui en résultent, il ne suffit pas de rendre raison de chacun des points de vue saisis à l'état séparé. Il faut aussi les confronter comme ils le sont dans la réalité » (Bourdieu, 1993 : 13).

Les principales difficultés d'Issmaël portent sur les études. Il se sent bloqué car il n'arrive pas là où il aurait voulu :

« Si j'avais vraiment fait des études plus élevées, je pourrais faire quelque chose d'encore mieux que ça, que ce que je fais dans l'horeca. Bien sûr, j'aime l'horeca, j'aime la cuisine mais c'est pas ça que j'aurais voulu faire. Parce que ce que je voulais vraiment faire, c'est la mécanique. Mais malheureusement pour moi, j'ai pas eu la chance de bien étudier en Guinée. Parce que mes parents m'ont pas mis à l'école ou bien ils ne m'ont pas forcé et je ne savais pas l'importance des études ».

Quand j'ai rencontré Issmaël, il m'a expliqué avoir fait une formation de commis de cuisine dès son arrivée à Bruxelles. Cependant, il m'a directement parlé de la mécanique comme le métier qu'il aurait vraiment souhaité faire. Petit, il a été sensibilisé au métier par son oncle. Il a en effet du arrêter l'école pour travailler avec lui. Ensemble, nous avons cherché une formation en cours du soir à laquelle il s'est inscrit. Il l'a commencée mais y a mis presque directement fin car le niveau était trop élevé. Il a alors cherché un emploi via son CPAS et a trouvé un contrat d'article 60 comme commis de cuisine. Il y a travaillé toujours à l'heure actuelle.

Pour lui, il y a vraiment une différence entre les jeunes qui sont nés ici et les jeunes qui sont nés à l'étranger face aux études :

« C'est pas les mêmes difficultés. Les jeunes qui sont nés ici, à Bruxelles, ils ont tout le potentiel, tous les atouts pour devenir quelqu'un de très important dans la vie (...). Dans mon pays, là-bas, même si tu finis tes études, les postes, c'est par affinités. C'est pour cela qu'on dit « l'avenir ne se trouve pas seulement sur le banc ». Mais ici, c'est par capacité. Si quelqu'un est né ici et n'arrive pas à trouver quelque chose, c'est parce qu'il n'est pas sérieux. S'il était sérieux, s'il avait suivi ses études, il y a tellement de branches qu'il peut arriver à faire quelque chose. (...) En Belgique, il suffit de faire une bonne formation. Mais pas n'importe laquelle. Une formation qui demande du personnel et aussi, il faut que tu aimes cette formation. C'est difficile mais il s'agit de ta vie ! (...) En Belgique, si tu veux réussir ta vie, tu dois étudier. Parce qu'avec un diplôme, tu trouves de l'emploi. Ce n'est que quand tu es formé que tu peux parler d'emploi. Le travail, c'est ce qui suit la formation »

Il a le sentiment que les « jeunes d'ici » ne saisissent pas leur « chance » :

« Pourquoi n'essayent ils pas d'avoir un avenir meilleur ? »

Ses questionnements sont liés à une méconnaissance des réalités dans lesquelles sont inscrits les jeunes qui sont « nés ici ». Il y a effectivement une ignorance réciproque qui est le résultat d'une vie sociale séparée entre des jeunes qui ne se fréquentent pas (Christiaens, Nagels et Réa, 2009). Il s'agit aussi d'une question de perspective. Par comparaison à son pays, la Belgique lui semble être un terrain moins glissant. Il passe d'un pays où l'emploi est corrompu à un pays où la réussite d'études favorise l'accès à l'emploi, même en temps de crise. Pour lui, en Belgique, 95 % des jeunes qui ont un diplôme accèdent à l'emploi. Je lui ai demandé comment il pensait que vivaient ceux qui cherchaient du boulot depuis longtemps mais qui ne parvenaient pas à en trouver. Pour lui, ils vont en vouloir au gouvernement et aller faire la grève parce que ce sera toujours mieux que de rester à la maison sans rien faire. Ceci traduit à nouveau une méconnaissance de la réalité vécue par « les jeunes d'ici ». A en croire Wacquant, il n'y a pas de conscience de classe du précaire car il est impossible de se forger le sentiment d'une condition partagée et de se donner des objectifs d'action communs quand l'urgence économique occupe la vie quotidienne (Kinet et Mélice, 2012-2013 : 3). Il faut lire également ses propos au travers du prisme de la double contrainte. Il est effectivement pris dans une « tension contradictoire entre l'espoir engendré par l'école et le désespoir de ne pas y accéder » (Kinet et Mélice, 2013-2014 : 5). Ce qui provoque un sentiment de jalousie ou, du moins, d'incompréhension envers des jeunes qui, pour lui, ont accès à un enseignement de qualité depuis leur plus jeune âge. Alors que lui, il doit se résoudre à un métier qu'il a choisi par dépit et qui ne lui donne pas de perspective d'épanouissement à long terme.

Enfin, Issmaël se met en porte-à-faux par rapport aux jeunes nés ici en faisant référence à son rapport à la souffrance et à la difficulté :

« Peut être que je n'arrive pas à tout passer, réussir, mais par rapport à la souffrance... D'abord, je suis né en Afrique. En Afrique, même si tes parents, je sais pas s'ils sont ministres ou présidents de la république mais si tu es né dedans, même si tes parents ont de l'argent, qu'ils font du commerce et tout, tu vas rencontrer des difficultés. Parce qu'ils vont pas te donner tout ce que tu veux, peut-être qu'ils vont juste t'acheter des vêtements, te nourrir, te loger, maintenant, le reste, si quelqu'un te provoque dans la rue, tu vas te battre et c'est pas tes parents qui vont venir t'aider. Tout ça, c'est toi. Ce sont aussi des difficultés mais si tu te laisses faire, les gens ils vont venir te frapper tous les jours, ils vont même te retirer tout ce que tu as. »

Pour lui, il y a toute une série de choses nécessaires dans la vie pour réussir. Dans son cas, il s'agit de traits de caractère qu'il a forgés au fur et à mesure de son histoire et de son parcours d'exil :

« L'astuce que j'ai utilisée pour m'en sortir, c'est le courage. Pour réussir, il faut être indépendant, du courage, travailler, le sens des responsabilités, savoir ce que tu veux dans la vie, de la patience, de la maturité. Sinon, tu peux rater ta vie. Tu peux dire ouais moi, je suis fatigué ou bien j'en ai marre ou bien te dire que ça va aller mieux. J'ai appris à être indépendant très jeune car mon père est décédé et que j'ai du aller travailler. »

Lorsque l'on confronte les manières dont réagissent Salim et Issmaël devant la difficulté, on remarque que leurs croyances ne se situent pas au même niveau. Ils expliquent et vivent la réalité de manière différente. Salim est plutôt dans des croyances défaitistes : mes efforts n'ont aucune influence sur le cours des choses. Les croyances défaitistes se caractérisent par une réalité qui s'impose et qui aliène la liberté individuelle. Par conséquent, l'action paraît impossible et les objectifs inatteignables. L'avenir est considéré comme sans espoir. On retrouve également des traces de croyances d'auto-responsabilisation chez Salim lorsqu'il se demande s'il n'est pas au final responsable de ce qui lui arrive. Pour Issmaël, on se situe plus au niveau des croyances pro-actives : l'environnement n'est pas propice à la réussite mais j'ai une influence sur ma vie. Dans ce type de croyances, les efforts personnels entrent en interaction avec les réalités plus ou moins contraignantes du marché du travail et s'auto-influencent (Fournier, G., 2001). Ce décalage au niveau des croyances, construites au travers de leurs parcours respectifs, permet d'éclairer un peu plus l'origine du conflit des représentations entre jeunes nés ici et ailleurs.

Comme Issmaël, Salim aussi a l'impression qu'il y a une différence entre les jeunes qui sont nés ici et ceux qui sont nés ailleurs. Cependant, son sentiment de rivalité s'exprime sur un tout autre plan et dépasse l'incompréhension ou la jalousie. Entre ses formations et ses contrats intérimaires, il lui arrive de travailler au noir pour « se sortir de la merde ». Il exprime du ressentiment envers les bulgares qui « cassent les prix » et qui rendent l'économie souterraine encore plus rude qu'auparavant où il fallait déjà se battre pour être payé les heures prestées à travailler « comme un chien ». Raison pour laquelle il veut absolument trouver un travail déclaré.

« Mais ouais mais même quand tu vas à des entretiens dans des bureaux, tu dis t'es né ici, je te jure qu'ils vont prendre un bulgare et il vont pas te prendre toi. Oui Manon ! Parce que le bulgare, il casse les prix au fait. Ah il a pas de papiers? Et bien tu sais quoi? On va le prendre une petite semaine. C'est mieux que lui, lui il va nous faire des problèmes, lui il est là, il est... Tu vois ce que je veux dire? Des bêtes exemples que je te donne. Tu vois, avant dans le bâtiment tu travaillais pour 60-70 euros par jour, tu faisais même pas 8 heures. Et maintenant, tu vas travailler, ils te donnent même pas 40 euros, même pas 30 euros. Et a cause de qui? A cause des bulgares. Parce qu'ils vont, ils cassent les prix. Ils te disent moi je te fais ca et ca et donne moi 200 euros le mois. Tu vois ce que je veux dire? Et avant, c'était pas comme ça avant, Manon. Enfin, je sais pas... »

La précarité a également des incidences sur la cohabitation entre les différentes communautés. Salim s'exprime sur son quartier dont le visage ethnique a évolué depuis qu'il y habite.

« Maintenant, Bruxelles ? Ville de merde. Avec tous ces roumains, bulgares, polonais, qui viennent de je sais pas où. Je te jure Manon, C'est laissé tomber, c'est des catastrophes. Avant, c'était pas comme ça ! Maintenant, va te mettre à la rue Josaphat, je te jure, tu vois, on doit pas sortir, nous, nous les gens du quartier, sortir aller retourner ces bulgares, franchement, ce serait la Bulgarie, hein ! Tu vois des poubelles jetées, tu vois des enfants qui courent. (...) C'est pas que je suis raciste hein mais moi, je les aime pas. Je te jure Manon. Je peux aimer comme je peux pas aimer. Ça fait pas de moi un raciste. Si je vois maintenant un roumain en train de crever, je vais pas le laisser mourir ! »

Les propos de Salim viennent étayer le constat de Pascale Jamouille et Jacinthe Mazzochetti :

« dans les quartiers à forte concentration immigrée, les jeunes des anciennes et des nouvelles migrations cohabitent parfois difficilement. Les nouveaux arrivants, sans existence légale ni accès au travail déclaré, sont particulièrement précaires. La concurrence entre anciennes et nouvelles migrations, l'exploitation des illégaux et le travail contingent se développent » (2011 : 80)

3.2 Entre proches, « c'est toi et ta corde »

En contexte de modernité insécurisée, apparaît également une destruction des liens de solidarité entre « proches ». Ce phénomène ressort énormément dans le discours de Salim et des jeunes du projet 10/30. Le sujet n'est pas abordé par Issmaël qui a peu de connaissances en Belgique. Différents constats ressortent des entretiens :

- Des logiques de concurrence

Salim : « Je lui ai dit la dernière fois, « va Othman », je lui ai dit. Je lui ai dit : « va y, va dire à Kader... » Quand on était au cours de math là, quand je suis monté chez toi. Je lui ai dit va y Othman, tu peux pas dire à Kader... Parce qu'il est venu chez moi, il m'a dit Kader il vient de m'appeler. Il a un chantier. Je lui dis : « Va y, tu sais pas lui... » On dirait lui-même quand il me le dit, c'est pour me mettre la veine en fait. Il me dira moi je vais travailler et toi tu vas pas travailler. Tu vois, des trucs comme ça. Enfin, c'est comme ça que je le prends. Je lui dis : « va y, tu sais pas lui dire s'il a pas besoin de main d'œuvre et tout. Moi, je viens l'aider un petit deux trois jours ». Non, non, il lui dira pas. C'est tout. Qu'est ce que tu veux que je te dise ? »

Salim : « Je m'angoisse au fond de moi, je me dis : « Purée, tout le monde s'inscrit [sur les sites d'agences intérim] ». L'autre, il vient chez moi : « Je me suis inscrit sur Randstad, ils m'ont appelé chez Cofidis et tout, je travaille ». « Oh, va y inscris moi ! ». Et évidemment, il répond : « J'ai pas le temps » »

- La peur d'hériter de l'image que renvoient les autres jeunes du quartier

Salim : « *Les gens du quartier, il n'y a pas de travailleurs. Ils vont travailler, même déclaré, je te jure que Manon, ils travaillent un mois et puis ciao. Et c'est ça qui m'énerve. Tu veux pas travailler? Ben donne la place à quelqu'un qui veut travailler par exemple ! Tu veux pas travailler? « Ouais mais moi, je fais ça juste pour mon petit business de shit ». Tu vois, par exemple? « Ouais, je vais acheter ça, il va me donner.. » Ouais mais je te dis clair et net hein Manon. « Ah mais je vais travailler chez lui, par exemple chez DHL, il va me donner 1500 euros. Et avec les 1500 euros, qu'est-ce que je vais faire? Je vais aller acheter du shit, je vais investir et je vais plus aller travailler. Ca va me faire du bénéfice, ça va me faire 400 euros par jour ». Tu vois ce que je veux dire? Voilà, c'est comme ça qu'ils réfléchissent les jeunes d'aujourd'hui. Et après, tu vas aller à un entretien, tu vas dire que t'es un jeune très motivé... Mon oeil... J'ai eu un cas... Euh... La fois passée aussi, un pote m'a fait ça, il a travaillé un mois et il est parti. Voilà, c'est pour ça que les employeurs, ils veulent plus prendre de jeunes. Parce qu'ils disent que les jeunes c'est des petits zigzagueurs. Alors que moi, tu vas me prendre et je fais une carrière chez toi ! Si c'est un métier que j'aime bien, je fais une carrière. Moi même un an, un an je termine un an chez toi. »*

- Des jalousies

Salim : « *Même mon cousin, je vais lui dire que je viens de trouver un travail à la STIB par exemple, alors que lui, il ne travaille pas. Il va me dire : « Ah, c'est bien, c'est bien ». Mais au fond de lui, il est jaloux. »*

Salim : « *Je te jure, il n'y a personne qui raconte. Y a que moi, sale bouche hein ! Mais maintenant, c'est fini ! En fait, tu vois, quand je parle avec quelqu'un de projets de travail et tout. Moi dans ma tête, je me dis à l'aise, il m'écoute, c'est comme un frère, tu vois ? Et en fait, il est jaloux de moi. (...) Même ma mère elle me l'a dit : apprend à fermer ta bouche ! »*

- Ne pas parler pour ne pas avoir la poisse

Salim : « *Enfin, j'ai remarqué, les gens qui se lancent dans un projet, tu les entends pas. Rien, ils disent rien. Tu vois ? Et ça marche. Et quand les gens parlent : « Ouais moi je vais faire, moi je vais faire, moi je vais faire, moi j'ai acheté. Puis c'est la poisse quoi »*

- Ne pas parler pour réussir

Salim : « *Normalement, il faut rien dire. Quand le truc il est fait, tu peux le dire. Et c'est vrai, j'ai remarqué, tous les gens qui ont fait un petit truc en cachette, sans rien dire à personne, ils ont tous réussi, ils ont trouvé un travail ».*

- Un repli sur soi

Salim : « *Des hypocrites. Franchement, des hypocrites. Franchement, il n'y a pas de famille. Moi, je compte sur ma mère, sur mon père, mes frères et soeurs. Mes oncles et tantes, cousins, cousines, c'est fini. Voilà, c'est... Quand on était petit, on rigolait et tout.. Tiens, il fait le malin, on va le frapper. Non, maintenant, je vois tout le monde il fait sa vie. »*

Oscar : « *J'ai pas beaucoup de vrais amis, on peut pas trop faire confiance, trop s'attacher, on se méfie à qui on dit est qu'est-ce qu'on dit, on ne demande pas d'aide* »

Ces logiques, interdépendantes les unes des autres, peuvent être résumées au travers d'une expression que j'ai entendue à plusieurs reprises dans la bouche de jeunes rencontrés dans des cadres différents : « tirer sa corde ». L'image est lourde de sens et est assez indicatrice de la solitude dans laquelle les jeunes peuvent se trouver dans un contexte où l'émancipation n'est pas chose facile. Ils ne comptent sur personne à part sur eux-mêmes.

Salim : « *En fait, quand t'es grand, c'est fini, il faut tirer ta corde en fait. Même si j'ai pas d'argent, je vais pas aller dire que j'ai pas d'argent, donnez moi de l'argent, je me démerde tout seul. Et puis c'est mieux d'être comme ça, sinon on parle derrière ton dos. Toujours se démerder seul, c'est le meilleur* »

Oscar : « *J'ai toujours un plan B, j'ai pas envie de dépendre de quelqu'un. C'est chacun son cul, chacun tire sa corde, y a personne qui aide personne. C'est que dans la bouche* »

Cette situation est vécue comme une fatalité à laquelle les jeunes se résoudent. Face à cela, ils sont bien peu de chose et adoptent une démarche démissionnaire :

Samia : « *C'est toi et ta chance* »

Conclusions

Depuis les années 80, le traitement politique des problématiques liées au chômage se fait sur le mode de l'activation : les chercheurs d'emploi doivent être actifs et fournir des preuves de leur activité pour avoir accès à l'aide sociale. Actuellement, nous assistons à un phénomène de durcissement de ces politiques. En parallèle, nous vivons depuis quelques années une crise économique sans précédent dont les effets sur le chômage sont conséquents. Dans ce contexte, les temps sont durs pour les jeunes touchés par l'exil et la précarité, public multipliant les freins à la mise à l'emploi : faible niveau scolaire, expérience limitée de l'emploi, manque de compétences attitudinales, etc.

Lorsque l'on s'intéresse de plus près à la manière dont la situation est vécue par les jeunes, plusieurs constats émergent. Premièrement, le fait d'être actif ne garantit pas l'accès à l'emploi. Ensuite, les situations d'urgence financière conduisent les jeunes à réduire leurs attentes envers le travail. Ils finissent par rechercher n'importe quel type d'emploi, pourvu qu'il soit rémunérateur... Et rien de moins sûr... Ces éléments traduisent l'apparition d'une « nouvelle » catégorie de pauvres désignée par Wacquant par le terme précaire, dont l'horizon ressemble bien souvent au chômage et au travail précaire. Lorsque l'on place ce précaire dans un contexte de chômage massif et d'activation, il est pris dans des logiques de double contrainte (il n'y a pas de travail / trouve un travail) aux conséquences lourdes sur la santé mentale. Colère, honte, frustrations, culpabilité,... ces jeunes « sans projet » finissent parfois par se décourager. Ce découragement peut prendre la forme d'un déplacement de la mobilisation vers un nouvel objectif : garder ses allocations. Cet exemple questionne les fondements mêmes de l'activation dans la mesure où elle provoque ce qu'elle s'évertue à combattre.

Dans un monde sans protection, marqué par l'insécurité, les personnes ont tendance à se dresser les unes contre les autres car l'accès aux ressources est limité. Les jeunes interrogés nous parlent de la concurrence qui caractérise leur « modernité insécurisée », pour reprendre le terme de Pierre-Joseph Laurent. Les logiques de concurrences prennent plusieurs formes. D'une part, il y a des jalousies et incompréhensions entre jeunes nés-ici et nés ailleurs dont les histoires de vie diffèrent énormément. Dans un contexte de méconnaissance mutuelle, la sensation que « l'autre a plus de chance » ou « nous pique notre place » est très présente. D'autre part, les concurrences sont rudes entre « proches » également. Dans ce contexte où chacun « tire la couverture de son côté », « chacun tire sa corde » et « c'est toi et ta chance ». On n'est pas loin de la loi de la jungle...

L'ambition de ce travail a été de décrire au mieux le rapport à l'emploi des jeunes touchés par l'exil et la précarité, en contexte d'activation. La confrontation des données macrosociologiques avec le vécu quotidien des personnes a révélé nombre de paradoxes et de contradictions avec lesquelles les personnes doivent composer au quotidien. Les logiques de double contrainte n'épargnent pas les travailleurs sociaux qui doivent militer pour que leur travail garde leur sens. Et ce sens doit être construit au regard des réalités vécues par les personnes. Sur ce plan, il est indispensable d'être « actif » pour que les services restent proches de leurs publics.

Bibliographie

1. Articles scientifiques

- Benchekroun, A., Carlier, D., et Franssen, A., 2014, « Note de synthèse BSI. Les transitions des jeunes entre l'enseignement et l'emploi à Bruxelles : défis pour la gouvernance », *Brussels studies*, n73, pp. 0-26
- Cherenti, R., 2012, « Le retour de l'assistance sociale », dans Extrait de Politique. Revue de débats, *Les CPAS, emplâtres du contrat social. Communes et aide sociale*, n76, pp. 49-51
- Christiaens, J., Nagels, C., et Réa, A., 2009, « Les jeunesses bruxelloises : inégalité sociale et diversité culturelle », *Brussels studies*, vol Etat généraux de Bruxelles, note de synthèse n9, pp. 1-12
- Dubois, 2007, « Etat social actif et contrôle des chômeurs : un tournant rigoriste entre tendances européennes et logiques nationales », *Politique européenne*, n21, pp. 73-95
- Fournier, G., 2001, « L'insertion socioprofessionnelle : vers une compréhension dynamique de ce que pensent les jeunes », Numéro spécial, *Revue internationale de Carriérologie*, 8-3, pp. 365-387.
- Franssen, A., 2005, « Etat social actif et métamorphoses des identités professionnelles. Essai de typologie des logiques de reconstruction identitaire des travailleurs sociaux », *Pensée plurielle*, n10, pp. 137-147
- Liénard, G., 2012, « Manque structurel d'emplois et chômage des jeunes : déterminants et effet sociologiques », *L'Observatoire*, n74, pp. 62-65
- Van Asbrouck, B., 2012, « Activation – Etre activé, voie passive ? », Asbl Flora, Journée d'étude sur l'activation, pp. 1-9
- Van de Velde, 2012, « Une génération dans tous ses Etats. Les jeunes, l'autonomie et la crise en Europe », *L'observatoire*, n74, pp. 19-27
- Winkel, J., 2012, « Travailleur précaire, es-tu là ? » dans *Dossier Alteréchos – Travail et précarité. Le temps des serfs*, 2012, pp. 1-17

2. Ouvrages

Bourdieu, P. (sous la direction de), 1993, *La misère du monde*, Paris, Editions du seuil, coll. « Points »

Bréda, C., Derrider, M., et Laurent, P-J. (sous la direction de), 2012, *La modernité insécurisée.*

Anthropologie des conséquences de la mondialisation, Académia, l'Harmattan, Investigations d'anthropologie prospective, n3

Jamouille, P. (sous la direction de), 2014, *Passeurs de mondes. Praticiens chercheurs dans les lieux d'exils*, Académia, l'Harmattan, Investigations d'anthropologie prospective, n7

Jamouille, P., et Mazzocchetti, J., 2011, *Adolescences en exil*, Académia Bruylant, l'harmattan, Anthropologie prospective, n10

3. Notes de cours

Burnay, N., 2014, séminaire sur la souffrance au travail, santé mentale en contexte social – multiculturalité et précarité

Kinet, F., et Mélice, A., « Syllabi », Séminaires interdisciplinaires d'analyse de problématiques sociales contemporains, Helmo, 2013-2014, 1-5

Kinet, F., et Mélice, A., « Syllabi », Séminaires interdisciplinaires d'analyse de problèmes sociaux contemporains, 2012-2013, 1-7

4. Rapport

Rapport bruxellois sur l'Etat de la pauvreté : « Jeunes en transition, adultes en devenir », *Observatoire de la santé et du social de Bruxelles*, 2012

5. Sources non scientifiques

Site de l'Office National de l'Emploi : www.onem.be

Wacquant, L., « Osons imaginer l'existence sociale en dehors du travail », Youtube, vidéo ajoutée le 11 janvier 2013